

**DEPARTEMENT DE
LA HAUTE-SAVOIE**

**ARRONDISSEMENT
DE ST JULIEN-EN-
GENEVOIS**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
ANNEMASSE – LES VOIRONS – AGGLOMERATION**

SIEGE : 11, AVENUE EMILE ZOLA – 74100 ANNEMASSE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL**

OBJET :

**DEFINITION DES
MODALITES DE
PRESENTATION DES
LISTES POUR
L'ELECTION DE LA
COMMISSION D'APPEL
D'OFFRES ET DE LA
COMMISSION DE
CONCESSION - APPEL
A CANDIDATURE**

N° CC_2020_0068

Séance du : mercredi 15 juillet 2020

Convocation du : 8 juillet 2020

Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 56

Président de séance : Gabriel DOUBLET

Secrétaire de séance : Nadège ANCHISI

Membres présents :

Guillaume MATHELIER, Laurent GILET, François LIERMIER, Christian DUPESSEY, Christian AEBISCHER, Ines AYEB, Maryline BOUCHÉ, Robert BURGNARD, Natalia DEJEAN, Djamel DJADEL, Gulsun ERSOY, Maxime GACONNET, Dominique LACHENAL, Nicolas LEBEAU-GUILLOT, Chadia LIMAM, Louiza LOUNIS, Pascale MAYCA, Pascal SAUGE, Yves CHEMINAL, Marie-Claire TEPPE-ROGUET, Bernard BOCCARD, Claude ANTHONIOZ, Marion BARGES-DELATTRE, Paulette CLERC, Anny MARTIN, Jean-Michel VOUILLOT, Jean-Paul BOSLAND, Nadège ANCHISI, Antoine BLOUIN, Joanny DEGUIN, Anne FAVRELLE, Odette MAITRE, Stéphane PASSAQUAY, Isabelle VINCENT, Denis MAIRE, Jean-Luc SOULAT, Pauline PLAGNAT-CANTOREGGI, Gabriel DOUBLET, Yannick CHARVET, Danielle COTTET, Patrick ANTOINE, Jean-Pierre BELMAS, Michel COLLOT, Véronique FENEUL, Pascale PELLIER, Nadine JACQUIER, Daniel DE CHIARA, Maurice LAPERROUSAZ, Alain LETESSIER

Représentés :

Bertilla LE GOC par Guillaume MATHELIER, Michel BOUCHER par Dominique LACHENAL, Nabil LOUAAR par Louiza LOUNIS, Amine MEHDI par Pascal SAUGE, Mylène SAILLET RAPHOZ par Robert BURGNARD, Marie-Jeanne MILLERET par Nadine JACQUIER

Excusés :

Kévin CHALEIL-DOS RAMOS

Vu l'article L1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que la commission d'appel d'offres est composée conformément aux dispositions de l'article L1411-5 du même code,

Vu l'article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales qui détermine la composition de la commission compétente en matière de délégation de service public,

Vu l'article L1410-3 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que les dispositions de l'article L1411-5 du même code s'appliquent aux contrats de concession des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics,

Considérant qu'à la suite du renouvellement de l'assemblée délibérante, il convient de constituer la commission d'appel d'offres et la commission de concession, et ce pour la durée du mandat.

Vu les dispositions de l'article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, prévoyant que pour un établissement public, la commission est composée par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président, et par cinq (5) membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste

Vu les dispositions de l'article D1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, prévoyant que les

membres titulaires et suppléants de la Commission sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Vu les dispositions de l'article D1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, prévoyant qu'en cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages et en cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Vu les dispositions de l'article D1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, prévoyant qu'avant de procéder à la constitution de la Commission par élection de ses membres, il appartient à l'assemblée délibérante, de fixer les conditions de dépôt des listes.

Conditions de dépôt des listes :

Il est proposé aux membres du Conseil Communautaire de procéder à l'élection d'une commission d'appel d'offres en charge des marchés publics et d'une commission en charge des contrats de concession, régies par les dispositions des articles L1410-1 et suivants, L1411-1 et suivants et L1414-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et par le Code de la Commande Publique.

Les listes devront comprendre jusqu'à 10 noms de membres du Conseil communautaire (5 titulaires et 5 suppléants). Elles peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

L'élection se fera dans l'ordre d'apparition sur les listes, d'abord les titulaires, puis les suppléants (5 titulaires = membres n°1 à n°5 et 5 suppléants = membres n°6 et suivants).

Il est proposé aux membres du Conseil Communautaire que les listes pour chacune des commissions soient remises en main propre auprès du service des affaires générales, ou envoyées par courriel à contact@annemasse-agglo.fr, selon les modèles figurant en annexe et **avant le lundi 20 juillet minuit pour une élection au Conseil Communautaire du 22 juillet 2020.**

Un règlement intérieur précisera la composition et régira le fonctionnement de ces commissions. Il sera adopté par les membres élus des commissions lors de leur première réunion. Un document de travail est joint à la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, entendu l'exposé du rapporteur,

Après en avoir délibéré :

A l'unanimité,

DECIDE :

DE CONSTITUER une commission d'appel d'offres en charge des marchés publics et une commission de concession en charge des contrats de concession, régies par les dispositions des articles L1410-1 et suivants, L1411-1 et suivants et L1414-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et par le Code de la Commande Publique ;

D'APPROUVER les modalités de présentation des listes ci-avant définies ;

DE FIXER à la prochaine séance du Conseil Communautaire, le 22 juillet 2020 le déroulement des opérations d'élection.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Président d'Annemasse Agglo dans le délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la notification de la délibération ou de sa date d'affichage, ou à compter de la réponse d'Annemasse Agglo, si un recours gracieux a été préalablement déposé.